

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION

35e séance

tenue le

mercredi, 11 novembre 1992

à 15 heures

New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 35e SEANCE

Président : M. KRENKEL (Autriche)
puis : M. DEKANY (Hongrie)
(Vice-Président)
puis : M. KRENKEL (Autriche)
(Président)

SOMMAIRE

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

- a) RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES
- b) QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES
- c) QUESTIONS HUMANITAIRES

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION DE LA FEMME (suite)

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

- b) QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LES AUTRES METHODES QUI S'OFFRENT POUR MIEUX ASSURER L'EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2.750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/C.3/47/SR.35

18 novembre 1992

FRANÇAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIEES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

- a) RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES
- b) QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIEES ET AUX PERSONNES DEPLACEES
- c) QUESTIONS HUMANITAIRES (A/47/12 et Add.1, A/47/91-S/23585, A/47/131, A/47/178, A/47/280, A/47/296, A/47/351-S/24357, A/47/352, A/47/364, A/47/365, A/47/391, A/47/420-S/24519, A/47/455-S/24571, A/47/529 et Corr.1, A/47/540, A/47/564 et A/47/638-S/24772)

1. M. RICHARDSON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), parlant au nom de la Communauté européenne, déclare qu'il y a dans le monde 18 millions de réfugiés et autant de personnes déplacées dans leur propre pays qui ont besoin d'urgence d'une aide de la communauté internationale. Aussi les Etats membres de la Communauté se félicitent-ils de ce que le Secrétaire général ait nommé un représentant chargé d'examiner les problèmes des personnes déplacées.

2. En Europe, dans l'ex-Yougoslavie, plus de 3 millions de personnes se sont vues forcées d'abandonner leur foyer à la suite du conflit et de l'odieuse pratique du nettoyage ethnique, que la Communauté européenne condamne sans réserves. L'oeuvre que le Haut Commissaire et ses collaborateurs réalisent sur le terrain pour coordonner les activités des Nations Unies est extrêmement louable, de même que les efforts déployés par la FORPRONU, dont les principaux contributeurs sont les Etats membres de la Communauté.

3. La Communauté européenne a aidé à faire face à cette crise au moyen d'une contribution de 187 millions de dollars et d'autres efforts sous forme de vivres, de services d'appui logistique et de personnel, ainsi qu'en participant au pont aérien de Sarajevo et en aidant le HCR et les autorités locales à prendre les dispositions voulues en prévision de l'hiver. S'agissant des personnes qui ont dû abandonner leurs foyers, la Communauté, qui a accueilli plus de 320 000 réfugiés, considère qu'il importe que la majorité de ces personnes reçoivent des secours le plus près possible de leurs localités d'origine. La Communauté européenne continuera de fournir son assistance et son appui au HCR dans l'ex-Yougoslavie.

4. En Afrique, il y a aujourd'hui 6 millions de réfugiés, c'est-à-dire un tiers du total mondial. L'ampleur du problème dans la corne de l'Afrique dépasse la capacité d'assistance de n'importe quel organisme. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et d'autres organisations non

/...

(M. Richardson, Royaume-Uni)

gouvernementales et organismes des Nations Unies qui fournissent une aide dans cette région sous la direction du Département des affaires humanitaires mènent à bien une oeuvre extraordinaire. Dans d'autres régions du continent, la terrible sécheresse a aggravé la situation d'innombrables personnes déplacées. La Communauté européenne a répondu de façon rapide et généreuse aux appels lancés par les programmes humanitaires des Nations Unies en Afrique et est disposée à continuer à fournir sa collaboration.

5. En dépit des multiples situations d'urgence, le HCR a pu continuer à réaliser des programmes de rapatriement volontaire avec la coopération précieuse du PNUD, de l'UNICEF et d'autres organismes d'aide au développement. C'est ainsi qu'a été exécuté le programme international de rapatriement des Vietnamiens, formulé sur l'initiative de la Communauté européenne, qui combinait une aide au rapatriement et un appui au développement afin de faciliter la réinstallation des rapatriés.

6. Au Cambodge, l'on a rapatrié 150 réfugiés grâce aux moyens et à l'imagination du HCR. L'on a également entrepris le rapatriement volontaire de 250 000 réfugiés du Myanmar qui se trouvaient au Bangladesh mais, regrettablement, les autorités du Myanmar refusent de permettre aux organismes des Nations Unies de superviser le processus de rapatriement.

7. Près de 1,8 millions de réfugiés irakiens, pour la plupart kurdes, qui se trouvaient en Iran et en Turquie, sont rentrés dans leur pays et, grâce aux efforts du HCR et au succès de son programme pour l'hiver, les intéressés ont pu commencer à reconstruire leurs foyers. Un grand nombre de réfugiés afghans qui se trouvaient en Iran et au Pakistan sont également retournés dans leur pays. L'on ne peut donc que regretter que les récentes hostilités à Kaboul aient suscité une nouvelle vague de personnes déplacées.

8. Le budget du HCR, auquel la Communauté européenne et ses Etats membres ont toujours contribué, a dépassé le milliard de dollars pendant l'année en cours. Il convient de signaler dans ce contexte qu'au tableau 3 du rapport du HCR à l'Assemblée générale (A/47/L.12), le total pour 1991 sous la rubrique "Organisations intergouvernementales" doit être de 123 434 409 dollars. Ce montant a été fourni intégralement par la Communauté européenne, et ce fait devrait être mentionné dans le rapport. En 1992, la Communauté européenne, indépendamment de son appui sous forme de vivres, de services d'appui logistique et de personnel, a versé un montant représentant l'équivalent de plus de 40 % du budget total du HCR. La Communauté européenne continuera de verser des contributions financières importantes au HCR et engage instamment tous les gouvernements à faire de même.

9. Les Etats membres de la Communauté sont préoccupés par le nombre croissant d'incidents qui mettent en danger la fourniture d'une aide humanitaire et la sécurité du personnel du HCR. Les Etats intéressés devront

/...

(M. Richardson, Royaume-Uni)

par conséquent prendre les mesures de sécurité nécessaires pour éviter le renouvellement de tels incidents.

10. Les violations des droits de l'homme, les persécutions, les invasions étrangères et les conflits internes sont les principales causes qui poussent les individus à fuir leurs foyers. L'élimination de ces facteurs est par conséquent indispensable si l'on veut prévenir et résoudre le problème des réfugiés, vu que le rapatriement volontaire ne peut être mené à bien dans des conditions satisfaisantes que si le pays d'origine crée les conditions nécessaires à la réinsertion intégrale des rapatriés dans la société.

11. Le Sous-Comité plénier sur la protection internationale du Comité exécutif du HCR a tenu plusieurs réunions au cours de l'année. La Communauté européenne appuie les conclusions de son Groupe de travail relatives au rôle du HCR dans le pays d'origine, à la protection temporaire et dans le pays, et à la détermination des groupes et des zones de sécurité.

12. Les Etats membres de la Communauté continuent de s'acquitter des obligations qu'ils ont assumées en vertu de la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés. Il y a néanmoins de plus en plus de demandes d'asile manifestement injustifiées et de personnes qui entrent dans la Communauté de façon irrégulière sans profiter des possibilités d'asile qui existent plus près de leur localité d'origine. Cette situation entraîne des retards dans l'étude des demandes des personnes qui ont réellement besoin de la protection des Etats membres et absorbent des ressources qui pourraient servir à s'attaquer aux causes des courants de réfugiés. L'asile est l'une des options fondamentales qui s'offrent pour résoudre le problème des réfugiés, mais il est indispensable d'établir une distinction entre les réfugiés véritables et les personnes qui émigrent pour des raisons économiques.

13. La communauté internationale doit redoubler d'efforts, tant sur le plan national que par l'intermédiaire d'organismes comme le HCR, pour atténuer les souffrances des réfugiés et pour éliminer les situations qui les causent.

14. M. DJIMRANGAR (Tchad) déclare qu'il y a dans le monde plus de 18 millions de réfugiés qui vivent dans des conditions tragiques à cause des situations créées par les conflits armés, les tensions extrémistes et les violations massives des droits de l'homme. La situation économique internationale, la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles contribuent à aggraver encore plus la situation.

15. Si l'on veut pouvoir faire face comme il convient au problème des réfugiés, il faut que le HCR dispose des ressources nécessaires pour satisfaire les demandes croissantes d'assistance, que les Etats membres renforcent le droit humanitaire et que le système des Nations Unies, en collaboration avec le CICR et les ONG compétentes, prenne des mesures

/...

(M. Djimranqar, Tchad)

concertées pour prévenir les situations qui obligent les individus à fuir et pour encourager les rapatriements volontaires.

16. Le Tchad appuie la nouvelle stratégie du HCR, qui consiste essentiellement à renforcer les moyens de réaction, à exploiter toutes les possibilités de rapatriement volontaire et à appliquer des mesures préventives.

17. Dans le cas du Tchad, 449 280 réfugiés sont rentrés dans le pays en 1991 et 12 000 autres se sont fait inscrire en vue d'un rapatriement volontaire en 1992 et 1993. Le Tchad sait gré au HCR des efforts qu'il a faits pour rapatrier ces réfugiés et les réinstaller dans leur région d'origine, et remercie les donateurs de leur appui financier et matériel.

18. Les années de guerre et les dictatures qui se sont succédées au Tchad ont suscité un départ massif de réfugiés tchadiens vers les pays voisins. Grâce au processus de démocratisation entrepris en décembre 1990, quelque 900 000 réfugiés sont rentrés volontairement dans le pays. Un grand nombre d'entre eux, malgré tout, ne s'étaient pas fait inscrire dans les pays d'accueil comme réfugiés et ne reçoivent donc pas d'aide à la réinstallation du HCR. Ces personnes, ainsi que les personnes déplacées dans le pays même, se trouvent dans une situation de dénuement total, et le Gouvernement tchadien éprouve de graves difficultés à les loger, à les nourrir et à leur fournir les soins médicaux nécessaires.

19. La délégation tchadienne réitère donc l'appel qu'elle a lancé le 5 octobre devant l'Assemblée générale pour que les organismes du système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les ONG fournissent l'aide nécessaire au Gouvernement tchadien pour qu'il puisse mener à bien son programme de réinstallation des rapatriés volontaires et des personnes déplacées.

20. En conclusion, la délégation tchadienne est d'avis que l'assistance humanitaire aux réfugiés doit aller de pair avec des mesures tendant à s'attaquer aux causes profondes du mal et à rétablir et à consolider la paix.

21. M. Dekany (Hongrie), Vice-Président, prend la présidence.

22. Mme LAFONTANT-MANKARIOUS (Etats-Unis d'Amérique) dit que, l'année précédente, le Comité exécutif du HCR a appuyé le plan du Haut Commissaire tendant à améliorer la capacité de réaction du HCR en période d'urgence, plan qui prévoyait une plus grande souplesse opérationnelle, une augmentation des ressources, le déploiement de personnel qualifié et la constitution de stocks de fournitures essentielles aux secours. Peu après l'adoption de ces mesures, il s'est présenté des situations d'urgence qui ont dépassé la capacité normale de fonctionnement de tous les organismes d'assistance humanitaire.

/...

(Mme Lafontant-Mankarious, Etats-Unis)

23. Le HCR a réussi à répondre de façon satisfaisante à la crise des réfugiés dans l'ex-Yougoslavie, dans la corne de l'Afrique et au nord de l'Iraq, et il a coordonné efficacement ses activités avec les organismes privés, le CICR et d'autres organisations internationales. L'expérience que le HCR a acquise lors de ces crises devra être prise en compte dans sa stratégie future.

24. Le HCR a également joué un rôle important dans la fourniture d'une assistance aux réfugiés du Myanmar au Bangladesh et aux réfugiés du Bhoutan au Népal, activités qui ont montré que le HCR est désormais mieux à même de faire face à des situations d'urgence.

25. Les possibilités qu'offre le HCR de protéger les réfugiés ont été démontrées par les activités qu'il a mises en oeuvre pour faire face à la crise dans les républiques de l'ex-Yougoslavie et dans le nord de l'Iraq. Il est probable que la communauté internationale continuera de demander au HCR de fournir des services dans des situations de ce type.

26. Les Etats-Unis accueillent favorablement la Note relative à la protection internationale, qui constitue une contribution importante au débat international sur la protection des réfugiés. D'autre part, les Etats Membres devraient reconnaître les contraintes qui existent en matière de personnel, de financement et peut-être de mandat que supposent les tâches additionnelles dont il est question dans cette note. Les Etats-Unis demandent instamment au Haut Commissaire de continuer à développer les idées esquissées dans ce document, en étroite collaboration avec le PNUD, l'UNICEF, le PAM, l'OMS et les autres organismes qui s'intéressent aux questions humanitaires.

27. En ce qui concerne les rapatriements volontaires, les Etats-Unis se félicitent de la façon dont ont été utilisés en 1992 les fonds alloués au Programme général du HCR, surtout en Angola, en Afghanistan et au Cambodge. Les Etats-Unis ont fourni une contribution de 38 millions de dollars à ces programmes et à d'autres importants programmes de rapatriement.

28. La situation des femmes et des enfants réfugiés exige une assistance spéciale. L'ONU et les organismes d'assistance humanitaire qui participent aux programmes d'aide aux réfugiés devraient suivre l'exemple du HCR et élaborer des politiques et des directives pour que les programmes atteignent une population composée pour une large part d'enfants et de femmes réfugiés. Il faut espérer que la protection de ces groupes sera bientôt l'une des principales préoccupations des bureaux extérieurs du HCR, bien qu'il soit regrettable que certains fonctionnaires ne manifestent guère d'intérêt pour cette question. Il faut essayer de faire en sorte que le personnel du HCR centre son attention sur les besoins des bénéficiaires de l'étape de la planification à celle de l'exécution. D'autre part, il importe d'éviter les erreurs de programmation et de renforcer le lien qui existe entre la

/...

(Mme Lafontant-Mankarious, Etats-Unis)

planification des programmes du HCR et les exigences et les capacités des femmes et des enfants qui constituent l'immense majorité des réfugiés.

29. Les fonctionnaires chargés de la protection de la femme contre les abus sexuels devraient aller au-delà de l'approche traditionnelle et s'occuper de leur protection physique. Il faudrait qu'il y ait sur le terrain des fonctionnaires qui s'occupent des réfugiés. Les Etats-Unis relèvent avec satisfaction les efforts déployés par le HCR pour améliorer la programmation et y intégrer les besoins des femmes et des enfants réfugiés, et ils fourniront des contributions financières à cette fin.

30. S'agissant de la proposition tendant à faire face aux situations humanitaires d'urgence sur la base d'une approche interorganisations, les Etats-Unis appuient pleinement les efforts de coordination du HCR, car cela est la seule façon pour la communauté internationale de tirer le maximum de parti possible des ressources dont elle dispose pour s'attaquer aux énormes problèmes humanitaires auxquels elle est confrontée.

31. M. ANSARI (Pakistan) déclare que la population mondiale de réfugiés continue de croître et qu'il est paradoxal que les pays d'asile soient des pays en développement dont l'économie peut à peine absorber la charge que représentent les réfugiés. La communauté mondiale a dû axer son attention sur de nouvelles situations d'urgence, mais il y en a qui remontent à de nombreuses années, comme celles des réfugiés affluant au Pakistan et en République islamique d'Iran, qui ne peuvent pas cesser de recevoir une assistance de la part du HCR et de la communauté internationale.

32. Il faut mettre en oeuvre des stratégies novatrices et orientées vers l'avenir, comme la stratégie tridirectionnelle qu'applique le HCR, pour essayer de résoudre les problèmes de réfugiés créés par des problèmes mondiaux à la fois nouveaux et complexes. Il est satisfaisant de constater que l'état de préparation aux cas d'urgence s'est amélioré et que la capacité de réaction du HCR a été renforcée. La délégation pakistanaise esst d'avis qu'un rapatriement volontaire devra continuer d'être, à long terme, la solution à préférer et qu'il faut protéger les réfugiés tant que ceux-ci ne peuvent pas rentrer dans leur pays. La réinsertion des réfugiés dans leur société, d'autre part, exige à la fois des efforts de développement national et de réconciliation.

33. Il y a lieu de se féliciter du rôle joué par l'ONU dans le processus de paix et dans la mise en place d'un gouvernement provisoire en Afghanistan. Il est important que l'ONU continue de participer activement à la reconstruction et au relèvement de ce pays ravagé par la guerre. En dépit du rapatriement volontaire d'un grand nombre d'Afghans, il en reste beaucoup au Pakistan. Ces personnes n'ont pas cessé de recevoir un appui en dépit des difficultés économiques que connaît le pays. La délégation pakistanaise est fort préoccupée par la réduction de l'assistance financière fournie par les

/...

(M. Ansari, Pakistan)

organismes internationaux et par les donateurs. Si les contributions continuent de diminuer au même rythme, les services que le Pakistan fournit aux réfugiés afghans se trouveront gravement compromis. Cette diminution affecte surtout les distributions de vivres et le paiement des frais de transport, de stockage et de manutention des secours.

34. Il est regrettable que l'appel lancé par le Secrétaire général en juin 1992 en vue de mobiliser 180 millions de dollars pour financer le programme de rapatriement volontaire et les activités tendant à satisfaire les besoins humanitaires les plus immédiats n'a reçu un écho si peu enthousiaste et que les annonces de contributions faites jusqu'à présent ne représentent que le tiers de ce montant. Il importe que la communauté internationale entreprenne un effort concerté pour continuer de secourir les réfugiés au Pakistan et qu'elle facilite leur rapatriement volontaire en Afghanistan et leur réinsertion.

35. Il faut que le HCR ne perde pas de vue ses engagements ni la réalité objective lorsqu'il considère ses programmes d'assistance. A cet égard, la délégation pakistanaise appelle l'attention de la Commission sur l'accord conclu entre le HCR et le Pakistan en 1988, en vertu duquel le HCR s'est engagé à continuer à fournir toute l'aide nécessaire aux réfugiés afghans jusqu'à leur rapatriement volontaire. La présence des réfugiés afghans et de leurs troupeaux dans les régions frontalières du Pakistan depuis près de 14 ans a causé à l'environnement de graves dommages qui, dans certains secteurs, risquent d'être irréversibles. Il s'agit là d'une situation à laquelle les donateurs devront prêter attention d'urgence. Le Pakistan continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour secourir les réfugiés afghans qui se trouvent encore sur son territoire et pour faciliter leur rapatriement volontaire.

36. Le Pakistan estime qu'il faut mettre fin à l'agression serbe et restaurer l'intégrité territoriale de la Bosnie herzégovine pour que les réfugiés sans défense puissent rentrer dans leur patrie dans des conditions de sécurité. Il demande instamment la création d'un tribunal international chargé de juger les responsables des crimes de guerre commis par les forces serbes, y compris les actes de génocide que sont les actes de nettoyage ethnique. Une lourde responsabilité incombe au HCR dans ce domaine s'agissant de la réaction à opposer à cette situation en étroite coopération avec l'UNICEF, l'OMS, le CICR et la FORPRONU.

37. Pour ce qui est de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, il ne faut pas perdre de vue que cet instrument a été inspiré par les événements qui s'étaient produits en Europe. En dépit des progrès réalisés grâce au Protocole de 1967, l'on a continué d'appliquer une norme étroite, propre à l'Occident, selon laquelle la crainte de persécutions est basée exclusivement sur la privation des droits civils et politiques. Sur la base de ce concept, il n'y a pas obligation d'accorder asile lorsque la vie

/...

(M. Ansari, Pakistan)

ou la liberté de l'intéressé est compromise par un facteur plus large, comme ceux qui sont reconnus dans la Convention de l'OUA relative à des aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique, la Déclaration de Cartagène de l'Organisation des Etats américains et même la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les nouveaux instruments et règlements adoptés par quelques pays développés font craindre une discrimination contre les demandeurs d'asile sur la base de leur localité d'origine. Il serait intéressant de comparer le nombre de demandes d'asile présentées aux pays développés par pays d'origine des demandeurs et le nombre de demandes acceptées par les pays d'accueil, également en fonction du pays d'origine. Il serait intéressant aussi de faire une étude comparative de la Convention de Dublin et de l'Accord de Shengen adoptés par la Communauté européenne et de la Convention de 1951 pour veiller à ce que les dispositions acceptées au plan international ne soient pas voulées au pied dans la pratique.

38. Le Pakistan appuie pleinement les efforts humanitaires que déploie le HCR pour trouver des solutions durables aux différents problèmes des réfugiés et pour les aider et pour les protéger dans le monde entier.

39. M. KOROMA (Sierra Leone) déclare qu'indépendamment des immenses souffrances et des tragédies personnelles inhérentes à la situation des réfugiés, les pays en développement souffrent aussi de cette situation non seulement en raison de leurs ressources limitées mais aussi parce que leurs efforts socio-économiques se trouvent compromis.

40. Depuis que la Sierra Leone a ouvert ses villes, ses villages et ses foyers à plus de 200 000 Libériens qui ont fui la tragédie de la guerre civile et a permis que son territoire serve de base à l'opération de maintien de la paix, le chef de l'une des factions impliquées dans le conflit au Libéria a infiltré dans le pays nombre de ses partisans en les présentant comme des réfugiés et a commencé à fomenter une insurrection armée dans différentes régions de la Sierra Leone. De ce fait, il y a eu des milliers de morts, et des centaines de milliers de personnes se sont trouvées déplacées dans l'intérieur du pays. D'un autre côté, des dommages énormes ont été causés dans les domaines social et économique dans les secteurs où opèrent les forces rebelles; c'est ainsi, par exemple, que des écoles ont été détruites et que des hôpitaux et cliniques ont été incendiés. Les forces rebelles ont utilisé des stupéfiants et des substances psychotropes pour convaincre les jeunes de se joindre à elles et, pour l'éviter, un grand nombre d'étudiants se sont transformés en réfugiés. En dépit de cette situation, la Sierra Leone a continué de fournir un appui aux nombreux réfugiés libériens qui se trouvent encore dans le pays.

41. Le Gouvernement sierra-léonien a adopté des mesures pour que les réfugiés et les personnes déplacées puissent retourner dans leurs foyers dès que la paix aura été rétablie dans les zones touchées. A cette fin, il a été créé un Comité national de relèvement. Il y a lieu de se féliciter, à cet

/...

(M. Koroma, Sierra Leone)

égard, des efforts déployés par différents organismes, en particulier le HCR et le CICR, pour secourir les Sierra-Léoniens qui se sont réfugiés en Guinée et ceux qui ont pu rentrer dans le pays. La délégation sierra-léonienne demande instamment au HCR et aux autres organisations qui s'occupent de ces questions de renforcer leurs activités humanitaires et d'en accroître encore plus l'efficacité.

42. Les événements que connaissent la Somalie et la Bosnie herzégovine ont fait apparaître une nouvelle dimension du problème de l'assistance humanitaire et des secours d'urgence. Dans ces deux endroits, les opérations ont dû être menées à bien dans des régions où les autorités gouvernementales n'exercent aucun contrôle effectif. La délégation sierra-léonienne est d'avis que, lorsque des sanctions sont imposées, il faudrait prévoir des exceptions pour la prestation d'une aide humanitaire, spécialement aux personnes les plus vulnérables, qui sont surtout les femmes et les enfants.

43. S'agissant de la Convention de 1951, la délégation sierra-léonienne pense qu'il importe de sauvegarder la notion de protection internationale et les principes du droit d'asile et du non-refoulement. Elle se félicite de la place croissante qui est faite aux mesures humanitaires dans le contexte des crises internationales et des conflits internes. Malgré tout, cette intervention ne doit pas être sélective ni servir de prétexte à une ingérence dans les affaires intérieures des pays de la part d'intérêts nationaux ou régionaux mesquins. Il ne faut jamais perdre de vue le principe de la souveraineté nationale.

44. M. GARRETON (Chili) déclare que la question des réfugiés n'intéresse pas seulement certaines régions mais constitue un problème mondial. L'action humanitaire doit donc être analysée du point de vue de toute une série de variables qui déterminent le concept de paix et de stabilité internationale.

45. Il faut en tout premier lieu renforcer la capacité de réaction du HCR en période d'urgence. A cet égard, le resserrement de la coopération entre les organismes intéressés, les pays donateurs et les ONG est absolument indispensable. La réaction du HCR en période de crise est étroitement liée aux conditions de sécurité qui prévalent, et la délégation chilienne estime par conséquent qu'il serait opportun d'étudier le lien qui pourrait être établi entre les activités du HCR et les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

46. Chacun reconnaît qu'il faut promouvoir des solutions de caractère permanent, et l'une des plus importantes est celle du rapatriement, laquelle peut cependant créer des situations précaires si les réfugiés se voient obligés de rentrer dans leur pays de façon prématurée alors que la situation de la sécurité ne toujours pas satisfaisante.

/...

(M. Garreton, Chili)

47. Il importe aussi d'éliminer les facteurs qui causent des courants de réfugiés, et en particulier l'intolérance ethnique ou religieuse, les nationalismes extrêmes et la persistance de graves violations des droits de l'homme. Tout cela fait qu'il faut, dans un but préventif, resserrer la coordination des activités du HCR et de celles des organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme.

48. Un autre aspect est celui du renforcement de la protection internationale. Il faut stimuler les efforts entrepris pour mettre en place des procédures efficaces et justes qui permettent de statuer rapidement sur l'octroi du statut de réfugié, et appliquer les principes élaborés pour protéger les réfugiés, comme les principales du non-refoulement et de la non-discrimination. Le Chili porte un intérêt particulier au débat qui se poursuit au sein du HCR au sujet de ces problèmes ainsi que de la situation des personnes qui ne réunissent pas les conditions prévues par la Convention de 1951, des conditions dans lesquelles un réfugié cesse d'avoir ce statut et de la détermination des pays dans lesquels les réfugiés peuvent être considérés comme se trouvant en sécurité.

49. Une autre question importante est celle de la promotion de la coopération entre les gouvernements, le système des Nations Unies et l'opinion publique, particulièrement dans le contexte de la lutte contre le racisme et la xénophobie. Il faudrait entreprendre une campagne d'information du public pour la mener à appuyer davantage les principes et les valeurs humanitaires qui inspirent l'oeuvre du HCR.

50. S'agissant des aspects financiers, il y a lieu de rappeler que, bien que le Chili ne soit pas au nombre des pays donateurs, toute contribution est de nature à faciliter le renforcement des compétences techniques du HCR de faire face aux situations d'urgence et aux autres programmes prioritaires.

51. M. Krenkel (Autriche) reprend la présidence.

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : PROMOTION DE LA FEMME (suite) (A/C.3/47/L.24)

52. Le PRESIDENT dit que le projet de résolution A/C.3/47/L.24), intitulé "La violence contre les travailleuses migrantes", n'a pas d'incidences sur le budget-programme et que, lorsque le projet a été présenté, il a été annoncé que l'Australie, le Costa Rica, El Salvador, la Malaisie, le Mexique et l'Ouganda s'étaient joints aux auteurs. En outre, le Président rappelle les amendements présentés à la 32e séance.

53. Mme LIMJUCO (Philippines) déclare qu'à la suite des consultations tenues, il a été décidé de maintenir tel quel le paragraphe 3 du dispositif du projet et de rédiger comme suit le début du paragraphe 4 : "Demande aux institutions spécialisées et aux organes compétents des Nations Unies...".

54. Le PRESIDENT dit que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que la Commission décide d'approuver sans vote le projet de résolution A/C.3/47/L.24, tel qu'il a été modifié oralement.

55. Le projet de résolution A/C.3/47/L.24 est approuvé.

56. Mme KHAPARDE (Inde) déclare que sa délégation, bien que s'étant associée au consensus, estime que le projet de résolution insiste trop sur le devoir qu'ont les pays d'origine de protéger et de promouvoir les intérêts de leurs citoyens qui cherchent ou trouvent un emploi dans d'autres pays. Il ne faut pas oublier que les travailleurs migrants jouent un rôle essentiel dans le développement des pays d'accueil et qu'il n'est que naturel que, sous l'attrait de considérations pécuniaires, ils émigrent vers ces pays. La délégation indienne considère par conséquent qu'il importe à ces derniers de veiller à ce que les travailleurs migrants ne fassent pas l'objet d'actes de violence et de harcèlement.

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME
(suite)

b) QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LES AUTRES METHODES QUI S'OFFRENT POUR MIEUX ASSURER L'EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES (A/47/544; A/C.3/47/5, A/C.3/47/L.20/Rev.1)

57. M. JONAH (Département des affaires politiques) présente le rapport du Secrétaire général sur la demande tendant à ce que l'ONU observe le processus d'organisation du référendum en Erythrée (A/47/544). Il s'agit d'une question déjà ancienne dans l'histoire des Nations Unies, dont la solution est essentielle au maintien de la paix et de la stabilité dans les pays de la corne de l'Afrique. Aussi le Secrétaire général a-t-il fait droit à la demande du Gouvernement éthiopien et de différents Etats Membres tendant à ce qu'une aide soit fournie à ce pays dans ce processus difficile. Les événements de 1991 auraient pu être réglés par l'indépendance immédiate de l'Erythrée, mais l'on a préféré suivre le chemin de la légalité et partant d'organiser un référendum avec l'aide de l'ONU. La participation de l'ONU à ce processus suppose des conséquences financières, ce qui exigera l'approbation de l'Assemblée générale. M. Jonah exprime l'espoir que l'Assemblée adoptera bientôt une décision à ce sujet vu que le référendum, même s'il n'aura lieu qu'au début de 1993, doit être préparé.

La séance est levée à 16 h 50.